



POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

« La jeunesse est la flamme
de la révolution »
Karl Liebknecht

20 juin 2024

www.insurge.fr

Battre le RN et Macron !

Aucun accord (ni au premier tour ni au second) avec les Macronistes, les Républicains et autres candidats bourgeois

Après des années d'attaques menées contre les travailleurs et la jeunesse, contre les acquis sociaux et les droits démocratiques, la sentence est tombée : Macron et ses candidats subissaient une défaite en rase campagne lors des élections européennes du 9 juin.

Mais cette défaite ne profitait guère aux partis dits « de gauche », du fait notamment de leurs divisions.

Cela profitait essentiellement au Rassemblement national (et autres forces ultra réactionnaires).

Et la dissolution de l'Assemblée nationale, immédiate, par Macron rendait possible et vraisemblable l'arrivée au pouvoir, début juillet, du parti lepéniste, l'une des pires menaces contre la jeunesse, les salariés et tous les exploités.

La première réaction des militants et sympathisants « de gauche », de la jeunesse, d'une masse de salariés fut décisive, concentrée sur une exigence : en finir avec la division, réaliser l'unité pour interdire au RN d'accéder au pouvoir.

L'unité affirmée en quelques heures, réalisée en quatre jours

Jamais sans doute un tel retournement ne fut opéré si rapidement : en quelques heures, on passait d'une situation où chaque organisation, courant politique ou autre formation « gazeuse » guerroyait contre les autres, à une déclaration d'unité, à l'affirmation d'un nouveau Front populaire. Et, en quatre jours était globalement trouvé un accord entre le PS, le PCF, EE-les Verts et la France insoumise : accord de répartition des circonscriptions sur la base d'une seule candidature par circonscription, et accord sur un « Contrat de législature » reprenant en particulier quelques-unes des revendications sur lesquelles s'étaient mobilisés, en vain, les travailleurs et la jeunesse (dont le rejet de la réforme des retraites). Ce document ne remettait pas en cause les fondements du capitalisme, la propriété privée des moyens de production, mais remettait en cause la politique conduite par Macron contre les acquis sociaux et les droits démocratiques.

Front unique ou Front populaire ?

Pour une masse de travailleurs, la réalisation de cet accord de Front populaire est une réponse à leur recherche de l'unité : unité nécessaire contre la menace de RN, et aussi contre la politique de Macron et autres défenseurs du capitalisme. Pour cette raison, en très grand nombre, la population laborieuse, la jeunesse vont voter pour les candidatures soutenues par le Nouveau Front populaire.

De ce fait, cet accord électoral constitue aussi un encouragement à la mobilisation : mobilisation immédiate durant la campagne électorale, et mobilisation nécessaire, quel que soit le résultat, au lendemain du 7 juillet.

Car, dans la mémoire collective des travailleurs, le Front populaire n'est pas seulement une victoire électorale en 1936 (celle de la SFIO, du PCF et - on l'oublie trop souvent - du puissant parti bourgeois Radical), le Front populaire fut aussi la réalisation de l'unité entre les partis « ouvriers » imposée en 1934 face à la menace fasciste, et c'est plus encore la grève générale surgissant dans le prolongement de la victoire électorale et arrachant au gouvernement du Front populaire des revendications décisives.

De facto, le Front populaire n'est pas le front unique des seules organisations ouvrières : c'est un cadre « unitaire » pouvant intégrer des forces bourgeoises (voire « l'ombre de la bourgeoisie ») et en tout état de cause respectant la propriété capitaliste et l'état bourgeois qui en assure la protection. En témoigne ainsi la candidature au compte du front populaire d'Aurélien Rousseau, ancien ministre de la santé de Macron. Sans parler de Raphaël Glucksmann et de son très bourgeois groupe « Place Publique ».

Mais ce Front populaire correspond à une situation particulière durant laquelle le mouvement des masses surgit (ou peut surgir) en se heurtant aux intérêts des capitalistes et, en pratique, aux représentants du capitalisme au sein du Front populaire.

Une question décisive est alors la capacité des travailleurs, de la jeunesse, à se doter d'instruments pour leur propre mobilisation, question d'autant plus décisive que déjà, sans attendre le 7 juillet, les premières manœuvres se font jour,

Quelques manœuvres illustratives

La candidature de François Hollande qui s'est fait désigner candidat par la fédération de Corrèze du PS, malgré ses désaccords affirmés avec la politique du PS, l'illustre fort bien : celui qui fut le père spirituel de Macron et qui, alors qu'il avait quasi tous les pouvoirs en 2012 (Assemblée nationale et Sénat, majorité des régions, etc.) mena une politique de défense du capitalisme français, réduisant du même coup le PS à un champ de ruines, ce même François Hollande affiche clairement ses objectifs : pour le second tour des élections législatives, il appelle au désistement en faveur de « *tout candidat qui n'est pas d'extrême droite* ». Soutenir ainsi, face au RN, un Macroniste ou un Républicain non Ciottiste est une transition pour préparer un futur appui gouvernemental à Macron.

Le 21 juin, Mathilde Panot (La France insoumise) précise à son tour : la FI appellera à voter contre le RN dans les circonscriptions où la gauche serait absente au second tour des législatives.

Or on ne peut combattre le RN en passant des accords avec d'autres forces bourgeoises : aucun accord de désistement avec des Macronistes, des Républicains et autres bourgeois !

Combattre le RN (comme toute autre force bourgeoise) implique également de ne pas rester sur le seul terrain électoral et se doter de ses propres armes.

Pour de véritables comités d'actions unitaires, sans attendre

D'ores et déjà, en différents endroits, des comités, des collectifs, etc., se constituent, comités locaux (quartiers, communes) pour organiser dans l'unité le combat contre le RN.

Mais ces comités ne peuvent être réduits à l'organisation de collages d'affiches électorales.

Ils doivent être des instruments politiques permettant aux travailleurs d'organiser leur propre combat contre la menace du RN. Un cadre pour l'organisation de rassemblements et de grèves, pour le débat permettant notamment de définir les revendications, et, au-delà, de poser la question du pouvoir, non pour co-gérer le capitalisme mais sur la voie de la rupture avec le capitalisme.